

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202874]

**11 JUIN 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la servitude légale d'utilité publique visée à l'article 36septies, § 2, du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, l'article 36septies, § 4, inséré par le décret du 22 novembre 2012;

Vu l'avis n° 57.225/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 mars 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence d'impact sur la situation respective des femmes et des hommes;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et des Transports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions et dispositions liminaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> autorisation : l'autorisation préalable à la mise en œuvre de la servitude légale d'utilité publique visée à l'article 36septies, § 2, du décret du 21 décembre 1989;

2<sup>o</sup> décret du 21 décembre 1989 : le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne;

3<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ayant le Transport en commun urbain et vicinal dans ses attributions;

4<sup>o</sup> Société régionale : la Société régionale wallonne du Transport.

**Art. 2.** Les demandes, notifications et communications écrites, émanant ou non de l'administration, et visées par le présent arrêté, se font par envoi recommandé avec accusé de réception.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas à une demande de renseignements.

**Art. 3.** Les délais fixés par le présent arrêté sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août.

CHAPITRE II. — *De la demande et de la délivrance de l'autorisation*

**Art. 4.** La Société régionale introduit la demande d'autorisation auprès du Ministre et y joint :

1<sup>o</sup> une note décrivant les ouvrages et équipements pour lesquels l'autorisation est sollicitée;

2<sup>o</sup> la liste des fonds sur lesquels porte la demande, avec mention des références cadastrales;

3<sup>o</sup> l'identité et les coordonnées des propriétaires de ces fonds ainsi que des éventuels autres titulaires de droits réels sur ceux-ci, avec indication du type de droit réel concerné;

4<sup>o</sup> un plan de la situation existante et un plan mentionnant les ouvrages visés au 1<sup>o</sup>, tous deux établis à une échelle adaptée aux fonds concernés;

5<sup>o</sup> une note justifiant le choix de l'emplacement projeté de ces ouvrages et équipements, et précisant les raisons pour lesquelles la Société régionale n'a pas préféré un emplacement sur une parcelle lui appartenant ou sur une dépendance du domaine public;

6<sup>o</sup> une proposition de montant d'indemnité, sous la forme d'un paiement unique ou d'une redevance annuelle;

7<sup>o</sup> autant de copies de la demande et de ses annexes qu'il y a de propriétaires et d'autres titulaires de droits réels portant sur les fonds concernés par la demande.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Dans les quinze jours de la réception de la demande, le Ministre ou son délégué délivre à la Société régionale un accusé de réception de dossier complet.

S'il estime le dossier incomplet, il invite le demandeur à le compléter et délivre un accusé de réception de dossier complet dans les quinze jours de la réception de l'ensemble des documents manquants.

§ 2. Dans les huit jours de la délivrance de l'accusé de réception de dossier complet, le Ministre ou son délégué transmet une copie de la demande et de ses annexes aux propriétaires des fonds concernés et, le cas échéant, aux autres titulaires de droits réels sur ceux-ci.

§ 3. Les propriétaires et autres titulaires de droits réels disposent de trente jours à dater de la réception de la demande et de ses annexes pour adresser leurs observations écrites au Ministre ainsi que, le cas échéant, leur accord sur la demande de la Société régionale, en ce compris sur la proposition d'indemnité. Il n'est pas tenu compte des réponses envoyées au-delà de ce délai.

§ 4. Le Ministre ou son délégué instruit la demande et noue tous contacts utiles.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement prend connaissance de l'instruction conduite par le Ministre et statue sur la demande d'autorisation dans les septante-cinq jours de la délivrance de l'accusé de réception de dossier complet.

§ 2. Lorsque, pour un même fonds, les personnes visées à l'article 9 marquent leur accord sur la demande d'autorisation, le Gouvernement délivre l'autorisation pour ce fonds.

§ 3. En l'absence d'un tel accord, le Gouvernement délivre l'autorisation uniquement si la demande répond aux conditions posées par l'article 36septies, § 2, alinéa 2, du décret du 21 décembre 1989.

Le Gouvernement refuse l'autorisation si la servitude peut s'exercer sur un autre fonds d'une manière moins dommageable aux intérêts privés et garantissant tout autant l'exercice des missions de la Société régionale.

Le Gouvernement impose à la Société régionale de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique s'il estime que la mise en œuvre de la servitude est de nature à porter atteinte de manière disproportionnée aux titulaires d'un droit réel sur le fonds concerné.

§ 4. L'autorisation mentionne :

1<sup>o</sup> la forme de l'indemnité, en respectant le choix émis par la Société régionale dans sa demande;

2° le montant de l'indemnité, fixé conformément à l'article 10;

3° les modalités pratiques de placement, d'entretien et de surveillance des ouvrages concernés par la servitude légale d'utilité publique.

**Art. 7.** L'arrêté statuant sur la demande d'autorisation est notifié à la Société régionale et à toute personne titulaire d'un droit réel sur le fonds concerné par la demande.

Mention de la délivrance de l'autorisation est publiée au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Lorsque la demande porte sur plusieurs fonds, le Gouvernement statue par autant d'arrêtés distincts qu'il y a de fonds concernés.

#### CHAPITRE III. — *De l'indemnité*

**Art. 9.** Ont droit à une indemnité :

1° les titulaires d'un droit de propriété, d'usufruit, d'usage, d'habitation, d'emphytéose et de superficie portant sur le fonds concerné par l'autorisation;

2° les bénéficiaires d'une servitude grevant ce fonds si la mise en œuvre de l'autorisation est de nature à diminuer les avantages qu'ils tirent de cette servitude.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La Société régionale propose aux ayants droit visés à l'article 9 une indemnité calculée sur base de la superficie et de l'affectation du fonds grevé de la servitude.

Lorsqu'une personne visée à l'article 9 marque son accord sur le montant de l'indemnité proposé par la Société régionale, le Gouvernement acte par son arrêté les termes de cet accord.

§ 2. A défaut d'un tel accord, le Gouvernement fixe le montant de l'indemnité.

§ 3. Lorsque l'indemnité consiste en un paiement unique, ce paiement libère définitivement la Société régionale de l'obligation de verser une indemnité tant à l'égard des actuels propriétaires et autres titulaires de droits réels sur le fonds que de ceux qui leur succèderaient et ce, sous réserve d'une aggravation ultérieure de la charge découlant de la servitude pour le fonds servant.

§ 4. Lorsque l'indemnité fait l'objet d'une redevance annuelle, elle est indexée chaque année sur base de l'évolution de l'indice-santé.

**Art. 11.** Le paiement de la première redevance annuelle ou de l'indemnité unique est préalable aux premiers actes matériels de mise en œuvre de la servitude légale d'utilité publique.

En cas de recours contre l'autorisation visée à l'article 6, la Société régionale peut consigner le montant de l'indemnité à la caisse des dépôts et consignations jusqu'à ce qu'il soit statué sur le recours par une décision définitive, toutes voies de recours épuisées ou expirées.

#### CHAPITRE IV. — *De l'intervention du comité d'acquisition d'immeubles*

**Art. 12.** Le Gouvernement, le Ministre et la Société régionale peuvent solliciter le comité d'acquisition d'immeubles notamment pour remettre une évaluation du montant de l'indemnité due aux personnes visées à l'article 9, nouer tous contacts utiles avec celles-ci et passer tous actes utiles.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 13.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juin 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202874]

**11. JUNI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über die in Artikel 36septies, § 2 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region erwähnte gesetzliche gemeinnützige Dienstbarkeit**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, Artikel 36septies, § 4, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2012;

Aufgrund des am 30. März 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.225/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass keine Auswirkungen auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer bestehen;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und Transportwesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Definitionen und einleitende Bestimmungen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Genehmigung: die Genehmigung vor der Durchführung der in Artikel 36septies § 2 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 erwähnten gesetzlichen gemeinnützigen Dienstbarkeit;

2° Dekret vom 21. Dezember 1989: das Dekret vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Stadt- und Nahverkehr gehört;

4° Regionale Gesellschaft: die "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft).

**Art. 2** - Die schriftlichen Anträge, Zustellungen und Mitteilungen, ob sie von der Verwaltung ausgehen oder nicht, und die in dem vorliegenden Erlass erwähnt werden, erfolgen per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung. Absatz 1 ist nicht für einen Antrag auf Auskünfte anwendbar.

**Art. 3** - Die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Fristen werden zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

#### KAPITEL II — *Beantragung und Ausstellung der Genehmigung*

**Art. 4** - Die regionale Gesellschaft reicht den Genehmigungsantrag beim Minister ein und fügt Folgendes bei:

1° eine Notiz, in der die Bauwerke und Ausrüstungen beschrieben werden, für die die Genehmigung ersucht wird;

2° eine Liste der Grundstücke, auf die sich der Antrag bezieht, unter Angabe der Katasterreferenzen;

3° Name und Anschrift der Eigentümer dieser Grundstücke, sowie die eventuellen anderen Inhaber dinglicher Rechte an diesen Grundstücken, unter Angabe der betreffenden Art des dinglichen Rechts;

4° einen Plan der bestehenden Lage und einen Plan, in dem die in Ziffer 1 erwähnten Bauwerke angegeben werden; beide Pläne werden in einem den betreffenden Grundstücken angepassten Maßstab erstellt;

5° eine Notiz, in der der geplante Standort dieser Bauwerke und Ausrüstungen begründet wird und die Gründe angegeben werden, für die die regionale Gesellschaft es nicht vorgezogen hat, einen Standort auf einer ihr gehörenden Parzelle oder auf einer Nebenanlage des öffentlichen Eigentums zu wählen;

6° einen Vorschlag des Entschädigungsbetrags in der Form einer einmaligen Zahlung oder einer Jahresgebühr;

7° so viele Abschriften des Antrags und seiner Anhänge wie Eigentümer und andere Inhaber dinglicher Rechte, die sich auf die vom Antrag betroffenen Grundstücke beziehen, vorhanden sind.

**Art. 5** - § 1. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags stellt der Minister oder sein Beauftragter der regionalen Gesellschaft eine Empfangsbestätigung der vollständigen Akte aus.

Wenn er die Akte als unvollständig erachtet, fordert er den Antragsteller auf, sie zu vervollständigen und stellt innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der gesamten fehlenden Unterlagen eine Empfangsbestätigung aus.

§ 2. Innerhalb von acht Tagen ab der Ausstellung der Empfangsbestätigung der vollständigen Akte übermittelt der Minister oder sein Beauftragter den Eigentümern der betroffenen Grundstücke oder gegebenenfalls den anderen Inhabern dinglicher Rechte an diesen Grundstücken eine Abschrift des Antrags und seiner Anhänge.

§ 3. Die Eigentümer und anderen Inhaber dinglicher Rechte verfügen über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags und seiner Anhänge, um dem Minister ihre schriftlichen Bemerkungen, sowie gegebenenfalls ihre Zustimmung über den Antrag der regionalen Gesellschaft, einschließlich über den Entschädigungsvorschlag, zu übermitteln. Die nach dieser Frist übermittelten Antworten werden nicht berücksichtigt.

§ 4. Der Minister oder sein Beauftragter untersucht den Antrag und knüpft die nützlichen Kontakte.

**Art. 6** - § 1. Die Regierung nimmt von der vom Minister durchgeführten Untersuchung Kenntnis und befindet innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab der Ausstellung der Empfangsbestätigung der vollständigen Akte über den Genehmigungsantrag.

§ 2. Wenn die in Artikel 9 erwähnten Personen für ein und dasselbe Grundstück ihre Zustimmung für den Genehmigungsantrag geben, stellt die Regierung die Genehmigung für dieses Grundstück aus.

§ 3. Liegt eine solche Zustimmung nicht vor, stellt die Regierung die Genehmigung nur aus, wenn der Antrag die in Artikel 36septies § 2 Absatz 2 des Dekrets vom 21. Dezember 1989 gestellten Bedingungen erfüllt.

Die Regierung verweigert die Genehmigung, wenn die Dienstbarkeit ein anderes Grundstück derart in Anspruch nehmen kann, dass privaten Interessen weniger geschadet wird und die Ausübung der Aufgaben der regionalen Gesellschaft ebenso gewährleistet ist.

Die Regierung verlangt von der regionalen Gesellschaft, auf das Enteignungsverfahren zu gemeinnützigen Zwecken zurückzugreifen, wenn sie der Ansicht ist, dass die Durchführung der Dienstbarkeit den Inhabern eines dinglichen Rechts an diesem Grundstück auf unverhältnismäßige Weise schaden könnte.

§ 4. In der Genehmigung werden angegeben:

1° die Form der Entschädigung, unter Berücksichtigung der von der regionalen Gesellschaft in ihrem Antrag geäußerten Wahl;

2° der gemäß Artikel 10 festgelegte Entschädigungsbetrag;

3° die praktischen Modalitäten für die Einrichtung, Instandhaltung und Überwachung der von der gesetzlichen gemeinnützigen Dienstbarkeit betroffenen Bauwerke.

**Art. 7** - Der Erlass über den Genehmigungsantrag wird der regionalen Gesellschaft und jeder Person, die Inhaber eines dinglichen Rechts an dem vom Antrag betroffenen Grundstück ist, zugestellt.

Der Hinweis auf die Ausstellung der Genehmigung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

**Art. 8** - Wenn sich der Antrag auf mehrere Grundstücke bezieht, befindet die Regierung durch so viele getrennte Erlasse wie betroffene Grundstücke vorhanden sind.

#### KAPITEL III - *Entschädigung*

**Art. 9** - Entschädigungsberechtigt sind:

1° die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauchs-, Nutzungs-, Wohn-, Bau- und Erbpachtrechts in Bezug auf das von der Genehmigung betroffene Grundstück;

2° die Dienstbarkeitsberechtigten bezüglich dieses Grundstücks, wenn die Vorteile, die sie von dieser Dienstbarkeit ziehen, durch die Anwendung der Genehmigung vermindert werden können.

**Art. 10.** § 1. Die Regionale Gesellschaft schlägt den in Artikel 9 erwähnten Entschädigungsberechtigten eine Entschädigung vor, die auf der Grundlage der Fläche und der Zweckbestimmung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks berechnet wird.

Wenn eine in Artikel 9 erwähnte Person sich mit dem Betrag der durch die Regionale Gesellschaft vorgeschlagenen Entschädigung einverstanden erklärt, werden die Bedingungen dieser Einigung von der Regierung in ihrem Erlass zu Protokoll genommen.

§ 2. In Ermangelung einer solchen Einigung legt die Regierung den Betrag der Entschädigung fest.

§ 3. Wenn die Entschädigung in einer einmaligen Zahlung besteht, befreit diese Zahlung die Regionale Gesellschaft endgültig von der Pflicht der Zahlung einer Entschädigung sowohl an die heutigen Eigentümer und sonstigen Inhaber dinglichen Rechts an dem Grundstück als auch an deren eventuelle Nachfolger, und dies unter Vorbehalt einer späteren Vergrößerung der Belastung, die sich von der Dienstbarkeit für das belastete Grundstück ergeben sollte.

§ 4. Wenn die Entschädigung Gegenstand einer Jahresgebühr ist, wird diese jedes Jahr auf der Grundlage der Entwicklung des Gesundheitsindex indiziert.

**Art. 11.** Die Zahlung der ersten Jahresgebühr oder der einmaligen Entschädigung findet vor den ersten materiellen Handlungen zur Anwendung der gesetzlichen gemeinnützigen Dienstbarkeit statt.

Im Falle einer Beschwerde gegen die in Artikel 6 erwähnte Genehmigung kann die Regionale Gesellschaft den Betrag der Entschädigung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse hinterlegen, bis über die Beschwerde durch einen endgültigen Beschluss befunden wird, wenn alle Rechtsmittel ausgeschöpft oder abgelaufen sind.

#### KAPITEL IV — *Beteiligung des Immobilienerwerbskomitees*

**Art. 12.** Die Regierung, der Minister und die Regionale Gesellschaft können das Immobilienerwerbskomitee heranziehen, insbesondere um eine Schätzung des Betrags der den in Artikel 9 erwähnten Personen geschuldeten Entschädigung abzugeben, um alle nützlichen Kontakte mit Letzteren zu knüpfen und alle nützlichen Rechtshandlungen zu tätigen.

#### KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

**Art. 13.** Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juni 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung,  
Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202874]

**11 JUNI 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut bedoeld in artikel 36septies, § 2, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, artikel 36septies, § 4, ingevoegd bij het decreet van 22 november 2012;

Gelet op het advies nr. 57.225/4 van de Raad van State, gegeven op 30 maart 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan weerslag op de respectieve toestand van vrouwen en mannen;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en Vervoer;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities en inleidende bepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> toelating : Toelating die voorafgaat aan de tenuitvoerlegging van de wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut bedoeld in artikel 36septies, § 2, van het decreet van 21 december 1989;

2<sup>o</sup> decreet van 21 december 1989 : het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest;

3<sup>o</sup> Minister : de Minister die bevoegd is voor gemeenschappelijk stads- en streekvervoer;

4<sup>o</sup> "Société régionale" (Gewestelijke maatschappij) : de "Société régionale wallonne du transport" (Waalse gewestelijke vervoermaatschappij);

**Art. 2.** De schriftelijke aanvragen, kennisgevingen en mededelingen die al dan niet van de administratie uitgaan, gebeuren bij aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Het eerste lid is niet van toepassing op een verzoek om inlichtingen.

**Art. 3.** De bij dit besluit bepaalde termijnen worden opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

#### HOOFDSTUK II. — *Aanvraag en aflevering van de toelating*

**Art. 4.** De « Société régionale » dient de aanvraag om toelating bij de Minister in en voegt daarbij :

1<sup>o</sup> een nota met een beschrijving van de kunstwerken en voorzieningen waarvoor de toelating wordt aangevraagd;

2<sup>o</sup> de lijst van het erfen waarop deze aanvraag betrekking heeft, met de vermelding van de kadastrale gegevens;

3<sup>o</sup> de identiteit en de gegevens van de eigenaars van deze gronden alsook van de eventuele andere houders van aan die grond gebonden zakelijke rechten met vermelding van het soort zakelijk recht dat hierbij betrokken is;

4<sup>o</sup> een plan van de bestaande toestanden en een plan met vermelding van de kunstwerken bedoeld in 1<sup>o</sup>, allebei op een schaal aangepast aan de betrokken gronden;

5<sup>o</sup> een nota die de keuze van de geplande plaats van deze kunstwerken en voorzieningen rechtvaardigt, met opgave van de redenen waarvoor de "Société régionale" niet de voorkeur heeft gegeven aan een plaats op een perceel dat haar toebehoort of op een aanhorigheid van het openbaar domein;

6<sup>o</sup> een voorstel van vergoedingsbedrag, onder de vorm van een enige betaling of van een jaarlijkse retributie.

7° evenveel exemplaren van de aanvraag en haar bijlagen als er eigenaars en andere houders zijn van zakelijke rechten die betrekking hebben op fondsen betrokken bij deze aanvraag.

**Art. 5.** § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag, geeft de Minister of zijn afgevaardigde een ontvangstbericht van het volledige dossier aan de "Société régionale".

Indien hij vindt dat het dossier onvolledig is, verzoekt hij de aanvrager het dossier aan te vullen en stuurt hij een bericht van ontvangst van het volledige dossier binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken.

§ 2. Binnen acht dagen na afgifte van het bericht van ontvangst van het volledige dossier, maakt de Minister of zijn afgevaardigde een afschrift van de aanvraag en van haar bijlagen aan de eigenaars van de betrokken gronden over, en, in voorkomend geval, aan de andere houders van aan die grond gebonden zakelijke rechten.

§ 3. De eigenaars en andere houders van zakelijke rechten beschikken over dertig dagen na ontvangst van de aanvraag en bijlagen om hun schriftelijke opmerkingen aan de Minister te richten alsook, in voorkomend geval, hun akkoord over de aanvraag van de "Société régionale", met inbegrip van het voorstel tot vergoeding. Er wordt geen rekening gehouden met de antwoorden die na deze termijn worden verstuurd.

§ 4. De Minister of zijn afgevaardigde onderzoekt de aanvraag en legt nuttige contacten.

**Art. 6.** § 1. De Regering neemt kennis van het onderzoek geleid door de Minister en beslist over de aanvraag binnen 75 dagen na afgifte van het bericht van ontvangst van het volledige dossier.

§ 2. Wanneer, voor hetzelfde fonds, de personen bedoeld in artikel 9 instemmen met de aanvraag om toelating, dan verleent de Regering de toelating voor deze grond.

§ 3. Bij gebrek aan een dergelijk akkoord, verleent de Regering de toelating uitsluitend als de aanvraag voldoet aan de voorwaarden gesteld door artikel 36septies, § 2, tweede lid, van het decreet van 21 december 1989.

De Regering weigert de toelating als de erfdienstbaarheid op een andere grond uitgeoefend kan worden op een manier die minder schadelijk is voor private belangen en die de uitoefening van de opdrachten van de "Société régionale" evenzeer garandeert.

De Regering legt aan de "Société générale" op om over te gaan tot de onteigeningsprocedure voor het openbaar nut als zij van mening is dat de uitvoering van de erfdienstbaarheid de houders van een zakelijk recht op de betrokken grond op een onevenredige manier zou kunnen aantasten.

§ 4. De toelating vermeldt :

1° de vorm van de schadeloosstelling, met inachtneming van de keuze uitgedrukt in haar aanvraag door de « Société régionale »;

2° het bedrag van de schadeloosstelling, vastgesteld overeenkomstig artikel 10;

3° de praktische modaliteiten inzake plaatsing, onderhoud en toezicht op de werken vallend onder de wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut.

**Art. 7.** Het besluit dat beslist over de machtigingsaanvraag wordt medegedeeld aan de « Société régionale » en aan iedere houder van een zakelijk recht op het erf vallend onder de aanvraag.

Het bericht van uitreiking van de machtiging wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 8.** Indien de aanvraag op meerdere ervan betrekking heeft, beslist de Regering bij evenveel afzonderlijke besluiten als er betrokken erven zijn.

#### HOOFDSTUK III. — *Schadeloosstelling*

**Art. 9.** Recht op een schadeloosstelling hebben :

1° de houders van een eigendomsrecht, van een recht van vruchtgebruik, van gebruiksrecht, bewoningsrecht, erfpachtrecht, recht van opstal met betrekking tot het erf vallend onder de machtiging;

2° de gerechtigden van een erfdienstbaarheid die deze grond bezwaart indien de uitvoering van de machtiging van aard is de voordelen die zij aan deze erfdienstbaarheid ontlenden, te verminderen.

**Art. 10.** § 1. De « Société régionale » stelt de rechthebbenden bedoeld in artikel 9 een schadeloosstelling voor brekend op grond van de oppervlakte en de bestemming van het erf bezwaard door de erfdienstbaarheid.

Wanneer een persoon bedoeld in artikel 9 instemt met het bedrag van de schadeloosstelling voorgesteld op de « Société régionale », bekrachtigt de Regering de bewoordingen van de overeenkomst bij besluit.

§ 2. Bij ontstentenis van een dergelijke overeenkomst, stelt de Regering het bedrag van de schadeloosstelling vast.

§ 3. Wanneer de schadeloosstelling uit een enige betaling bestaat, wordt de « Société régionale » door die betaling definitief van de plicht ontheven om een schadeloosstelling te storten zowel aan de huidige eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op het erf als aan hun opvolgers en dit onder voorbehoud van de last voort vloeiend uit de erfdienstbaarheid van het lijdend erf.

§ 4. Wanneer de schadeloosstelling het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse retributie, wordt deze jaarlijks geïndexeerd op grond van de evolutie van het gezondheidsindexcijfer.

**Art. 11.** De betaling van de eerste jaarlijkse retributie of van eenmalige schadeloosstelling gaat aan de eerste materiële handelingen voor de uitvoering van de wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut vooraf.

Bij beroep tegen de machtiging bedoeld in artikel 6 kan de « Société régionale » het bedrag van de schadeloosstelling in bewaring geven aan de deposito- en consignatiekas tot er bij definitieve beslissing over het beroep beslist wordt na uitputting of vervallenverklaring van alle beroepsmiddelen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Tussenkomst van het aankoopcomité van onroerende goederen*

**Art. 12.** De Regering, de Minister en de « Société régionale » kunnen het aankoopcomité van onroerende goederen verzoeken om meer bepaald een schatting van het bedrag van de schadeloosstelling verschuldigd aan de personen bedoeld in artikel 9 over te maken, alle nuttige contacten met hen aan te knopen en alle nuttige akten te verlijden.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 13.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juni 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,  
Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO